

Le Makhzen, ou le système de servitude volontaire par Baba Sayed

(partie I)

Le roi, clef de voûte du système du Makhzen

Le Royaume du Maroc est l'un des rares pays au monde où la pratique et l'usage de l'« irresponsabilité » politique et de l'impunité juridique, sont consacrés et célébrés comme mode « original » de gouverner des souverains marocains. Dans un pays où tout, absolument tout, dépend du bon vouloir et du bon plaisir d'un seul individu, le roi, ce dernier ne peut pourtant être tenu responsable, ni politiquement, ni militairement, ni économiquement, ni socialement, ni juridiquement et encore moins pénalement, d'aucune « mauvaise » décision qu'il pourrait prendre ou mettre en oeuvre. Le roi, pourtant l'incontestable et incontesté maître de facto et de jure, ne peut être considéré, exclusivement, que l'auteur des bonnes et sages décisions. Les autres décisions, les mauvaises et les non sages, ce sont forcément, et de manière systématique, les « autres » qui doivent en répondre, voire en payer de leurs vies les conséquences.

Considérée sacrée par la constitution, aux côtés des deux autres symboles du Royaume, Allah et la Patrie, la personnalité du roi est au-dessus de toute critique et de tout reproche, inviolable. Le roi, clef de voûte, par excellence, du système est pourtant, en plus d'être le chef suprême des armées, le commandeur des croyants, l'un des plus grands propriétaires et hommes d'affaire du pays¹, le symbole de son unité et le garant de sa stabilité, est aussi celui qui définit et conduit « souverainement » les politiques intérieures et extérieures du pays. Il est également celui qui nomme et désigne le gouvernement et au nom duquel les prières sont dites dans les mosquées, les jugements et les sentences prononcés dans les tribunaux.

Devant un parlement d'opérette, un gouvernement réduit, littéralement, au simple rôle de secrétariat et une opposition officielle aux ordres, émasculée, qui se contente, pitoyablement, de faire de la figuration après avoir, lamentablement, échoué à faire la révolution, « Sa Majesté » est le seul maître à bord, celui qui règne et gouverne, à la fois, et dont le pouvoir ne souffre ni contrôle ni limite. Quoi que dise le roi, quoi que fasse le roi, « Sa Majesté » le roi demeure, en toutes circonstances, l'incontestable et incontesté glorieux *Sidna*. Celui qui règne sur les esprits et les cœurs, celui qui ne peut se tromper ou même soupçonné d'être susceptible de l'être. Contredire « Sa Majesté », contester ses mesures ou s'opposer à ses décisions, est, par ailleurs, un crime de lèse-Majesté justiciable, comme on vient de le voir ces dernières années avec Tazmamart, Kal'at M'gouna, Derb Moulay Chrif et autres mouirois, des pires châtiments.

Et pourtant, c'est ce même roi (Hassan II hier, son fils, Mohamed VI aujourd'hui) et c'est ce même pays, le Maroc, que les serviles et serviables organes de presse marocains, relayés, constamment et bruyamment, par une importante partie des médias de l'Hexagone, nous présentent, à longueur de bulletins d'informations radiophoniques, de journaux télévisés, d'enquêtes d'opinion « sur mesure » et de reportages bien illustrés, complaisamment, sans honte et sans vergogne, au mépris des moindres et élémentaires règles et principes de l'objectivité et de la déontologie journalistiques, comme les symboles prometteurs de l'irrésistible processus de démocratisation dans le monde arabe et musulman !

Le Makhzen, une pyramide de tyranneaux sous le grand tyran

Il nous faut insister sur le fait que ce l'on appelle le Makhzen, cette organisation sociale, politique, économique et sécuritaire qui régit, depuis des siècles et sous l'autorité des souverains alaouites successifs, le Maroc, est une forme de domination tout à fait « originale », un cadre « institutionnel » politique et militaire confectionné sur mesure, au mépris des droits les plus élémentaires des Marocains (-nes) à une vie digne; un cadre dont la finalité est de permettre aux rois du Maroc (les anciens comme l'actuel) de disposer « souverainement » de pouvoirs et de prérogatives exorbitants dont ne semblent disposer, à travers le monde de nos jours, aucun autre dirigeant. Le Makhzen, une réelle *deus ex machina* destinée à susciter et à entretenir, par la peur et la crainte, les « allégeances » en faveur du commandeur des croyants, est un rouleau compresseur dont le principe de fonctionnement et les *modus operandi* ne peuvent que faire rougir de jalousie les machiavéliques les plus convaincus et les plus endurcis. Système de « servitude volontaire » incomparable, l'organisation Makhzen a pour principe de fonctionnement une illusion, constamment nourrie et entretenue, de la maîtrise. En tant

¹ Voir, entre autre pour plus de précisions sur ce sujet, Diouri, Moumen, *A qui appartient le Maroc*, l'Harmattan, 1992

qu'organisation sociale, politique, militaire et économique, le Makhzen est un système d'allégeances « intégrées » et « superposées » où, comme le souligne Gérard Mairet, « sous le tyran ultime, et de proche en proche, l'illusion de commander fait de tous et de chacun des petits chefs serviles à la dévotion du chef suprême, *s'identifiant* à lui, jusqu'à être sous le grand tyran tyranneaux eux-mêmes. »² Organisation de domination sophistiquée, s'il en est, le Makhzen est en réalité une véritable « pyramide de servitudes et de dépendances où chacun se croyant le maître de l'autre est [en fait] l'esclave d'un autre »³, un système où « l'assimilation au chef, la transparence au prince sont les moyens grâce auxquels chacun prend sur soi de s'ériger en maître de son voisin. »⁴

Les Marocains partagés entre volonté d'en découdre et tentation d'accepter fatalement leur « sort »

Face à la monstrueuse pieuvre qu'est l'appareil du Makhzen qui enserre, depuis des siècles, le Royaume dans ses tentacules, épie, emprisonne, torture, neutralise, corrompt et écrase qui il veut et quand il veut, dans l'anonymat des « trous » personnels des centres de détention secrets, la clandestinité des mouiroirs collectifs ou, sur la voie publique, au grand jour et devant tout le monde, les Marocains (-nes) donnent, par moments, l'impression de ne plus savoir ce qu'ils doivent ou peuvent réellement faire pour retrouver leur condition d'humains. Il est vrai qu'après les cuisants échecs enregistrés et les déboires encaissés au cours des dernières décennies par leurs forces vives, les massacres et les tueries qui s'en sont suivis, de nombreux Marocains (-nes) ne cachent plus leur hésitation (toute humaine) entre la volonté réelle et sincère de continuer par tous les moyens d'essayer d'en découdre avec la monarchie et l'irrésistible tentation de ravalier leur fierté et d'accepter fatalement leur *Maktoub* (sort). Ce dilemme cornélien est vécu tragiquement, on s'en doute, par des millions de Marocains (-nes) condamnés à endurer au quotidien, à côté des affres physiques, moraux et psychologiques d'une servitude innommable, des injustices sociales, économiques et politiques criantes et intolérables.

Et pourtant, si les Marocains (-nes) peinent (toujours) à trouver les moyens de se délivrer de la servitude moyenâgeuse qui les terrasse et les déshumanise à titre individuel et collectif, s'ils n'ont pas (encore) réussi à éliminer la monarchie ou à en abattre les symboles, il faut reconnaître, nous devons, par honnêteté, y insister, que ce n'est pas faute d'avoir essayé et encore moins par manque de courage, de détermination ou d'irrésistible envie d'y arriver. Les incessantes luttes sociales livrées, tout au long des dernières décennies, par les citoyens (-nes) marocains dans les différentes villes, villages et douars du Royaume, montrent, s'il en est besoin, que le peuple marocain a tout, ou presque tout, tenté pour se débarrasser de la monarchie et de ses symboles honnis et détestés. Pour reconquérir leur liberté et retrouver leur dignité de citoyens, le peuple marocain et ses forces vives n'ont reculé devant aucun pari ou défi aussi insensé soit-il, n'ont négligé aucune possibilité ou moyen susceptible de leur permettre d'abattre la monarchie et de s'extraire de l'emprise de son Makhzen : les coups d'État, les soulèvements populaires tantôt spontanés, tantôt organisés, les émeutes, les grèves, les sit-in, etc... Mais rien n'y fait. Après chaque épreuve, le roi s'est senti plus fort et l'appareil du *Makhzen* plus puissant et plus redoutable qu'il ne l'était.

Ce qui ne peut que nous amener à nous interroger sur *la nature* de ce que certains médias de l'Hexagone, à la suite de ceux à la solde du Makhzen, ont appelé complaisamment la *baraka* (la bonne étoile) des monarques, *baraka* qui a permis, du moins jusqu'ici, à la maison du Makhzen et à sa clef de voûte, le monarque, de se maintenir et de perdurer. Alors que partout ailleurs, à la faveur de la chute du mur de Berlin et la dislocation du bloc de l'Est, des demeures semblables, ou presque semblables, ont été emportées par la colère populaire ou se sont effondrées d'elles-mêmes sous la pression de la communauté internationale.

C'est ce que nous essayerons de voir dans le cadre de notre prochain article, (incha'aAllah).

² Mairet, Gérard, *Les doctrines du pouvoir, la formation de la pensée politique*, Paris, Gallimard, 1978, p. 117

³ Idem

⁴ Idem

Le Makhzen, ou le système de servitude volontaire par Baba Sayed

(partie II)

Nous avons essayé dans un précédent article d'attirer l'attention sur le caractère moyenâgeux et archaïque du système monarchique marocain basé sur une « irresponsabilité » et une impunité du pouvoir exécutif poussées jusqu'à la caricature. Nous avons montré que l'omnipotent et tout-puissant roi qui dispose de pouvoirs illimités ne pourrait pourtant, en aucun cas, être tenu responsable de possibles graves conséquences qui pourraient découler de ses oukases et décisions. Le roi tout en concentrant l'essentiel des pouvoirs entre ses mains est assuré, en toute circonstance, quoi qu'il fasse, d'une impunité absolue. Nous avons également essayé de montrer que l'organisation Makhzen qui enveloppe le Royaume dans sa méticuleuse, subtile et complexe toile d'araignée a réussi, du moins jusqu'ici, en usant, tantôt, de la force brute, tantôt, de la ruse, ou en les combinant, à pérenniser ce qui a tout l'air d'être un véritable système royal de servitude volontaire qui écrase, depuis des siècles, de tout son poids et de sa morgue, les malheureux (ses) et infortunés (es) habitants de ce pays.

Nous nous sommes, enfin, interrogés sur les possibles raisons qui ont permis (qui permettent toujours) à ce système anachronique de se maintenir alors que partout ailleurs, à la faveur de la fin de la guerre froide et de la chute du mur de Berlin, toutes les dictatures semblables ont été balayées soit sous la pression de la rue, de la communauté internationale ou de la conjugaison des deux facteurs.

Pour tenter de répondre à cette question, nous devons faire appel à l'histoire et plus précisément aux considérations d'ordre géopolitique qui ont sous-tendu la présence coloniale française en Afrique du Nord. Présence, qui, bien qu'elle ait été amputée, au terme de la décolonisation, de sa dimension militaire, pesante et visible, n'en est pas moins restée, même après les indépendances des pays du Maghreb, une question d'une brûlante actualité qui n'a jamais été fermée ni définitivement résolue. Et ce, ne serait-ce que par la France « profonde » et ses puissants relais occultes ne se sont jamais « réellement » résolus, par nostalgie, ressentiment ou fierté mal placée, à tourner cette page pourtant peu glorieuse de l'histoire de l'Hexagone.

En clair, si la France a été amenée à couper officiellement, forcée et contrainte, ce qu'elle a considéré, pendant plus d'un siècle, comme un lien ombilical indissociable entre Dunkerque et Tamanrasset, il n'empêche que dans la réalité elle ne s'est jamais réellement départie de la certitude et de la conviction « intimes » que l'Algérie doit, devrait rester toujours un territoire français. Cette donnée est, croyons-nous essentielle pour quiconque voudrait comprendre aussi bien la longévité du régime monarchique marocain que ses aptitudes et capacités, à l'exception de toutes les autres dictatures, à absorber les chocs consécutifs aux bouleversements mondiaux intervenus à la faveur de la guerre froide. Une fois comprise cette donnée fondamentale et intégrée à l'analyse, que la France n'a jamais réellement pardonné aux Algériens (nes) de l'avoir combattu et vaincu, l'on pourrait, sans grande peine, croyons-nous, comprendre les raisons qui sous-tendent l'alliance stratégique, en apparence contre nature, entre la République française, le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, patrie des droits de l'homme, et la monarchie archaïque et moyenâgeuse marocaine⁵.

Nous avons longtemps cru, avant notre long séjour en France à la fin des années quatre vingt, que les exécrables rapports entre la France et l'Algérie s'expliquaient par la tendance naturelle des Algériens (nes) à se méfier de l'ancien colonisateur, alors que la parfaite entente entre l'Hexagone et le Royaume du Maroc était favorisée et facilitée par la qualité des relations « décomplexées » que les diplomates et hommes d'affaires marocains auraient su tisser avec l'ancienne Métropole. C'est ce que nous avons longtemps cru. Et ce n'est que quelques années plus tard, une fois que nous avons pu établir des rapports de confiance avec certains décideurs et hommes (femmes) politiques français, rapports de confiance qui nous ont permis d'aller « au fond des choses » avec nos interlocuteurs français que nous avons été amenés à revoir l'appréciation « simpliste » que nous avions des rapports que la France entretient avec les différents pays du Maghreb et particulièrement avec l'Algérie et le Maroc. Ce n'est qu'à travers les échanges et les contacts de confiance que nous avons pu avoir avec des décideurs français que nous avons pu percevoir et comprendre les raisons qui sont celles de la France de vouloir « à dessein » entretenir des rapports exécrables avec l'Algérie et de tout faire pour parallèlement plaire à la Monarchie marocaine. s'allier au Maroc tout en essayant, par tous les moyens, de faire regretter, voire « payer » à l'Algérie sa révolution et son indépendance, c'est depuis 1962 la politique officielle et officieuse de la France et ce, quelques que soient les orientations politiques des majorités politiques (de Droite ou de Gauche) qui peuvent être aux affaires. C'est ce que nous a, par ailleurs, clairement signifié un grand responsable français à qui nous étions en train de reprocher, au cours d'un déjeuner amical, le parti pris « inexplicable » de son pays en faveur du Maroc dans le conflit du Sahara Occidental quand il nous a affirmé avec conviction : « Nous apprécions beaucoup le courage des Sahraouis et leur intelligence de s'en tenir, dans leur combat, à la légalité

⁵ Voir, pour plus de précisions sur ce sujet, Ockrent, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986

internationale et de refuser de céder à la tentation terroriste. Je peux vous dire que si le Sahara s'est trouvé dans une autre région du monde autre que celle où il se trouve, la France n'aurait pas hésité un seul instant à lui apporter le soutien et l'aide dont il aurait besoin. »

Le message est clair et la position de la France l'est tout autant. Celle-ci, à se fier aux déclarations de notre important interlocuteur, ne serait susceptible, à moins d'un grave et inattendu imprévu, d'aucun changement : nous ne pouvons que nous opposer fermement au Polisario, car agir autrement serait conforter l'Algérie dans sa politique d'indépendance et de refus de notre tutelle, ce que nous ne saurions d'aucune manière accepter. S'opposer au Polisario, c'est une manière de s'opposer à l'Algérie et donc, d'une certaine façon, une manière pour la France de rester fidèle à la ligne de conduite qu'elle s'était fixée depuis 1962 : faire regretter à l'Algérie sa révolution et son indépendance, voire les lui faire payer et conforter en même temps le Royaume du Maroc dans son rôle de *masmar Ajha* et de « chien de garde » docile des intérêts français dans la région.

L'on comprend à la lumière de cette stratégie française dans la région, l'intérêt tout particulier que l'Hexagone porte au Royaume du Maroc, et partant ce que signifie, dans les faits, la baraka dont paraissent être gratifiés les monarques successifs marocains, une baraka qui n'est en réalité autre chose que cette détermination à toute épreuve de la France de tout faire pour renforcer, protéger et défendre la monarchie archaïque et en faire, par tous les moyens, son cheval de Troie dans le Maghreb contre l'Algérie insoumise et rebelle.

Le Makhzen, ou le système de servitude volontaire par Baba Sayed

(partie III)

Nous avons montré, dans le précédent article, l'important rôle que joue la France dans la protection et le maintien de la Monarchie anachronique marocaine, et souligné les raisons qui nous paraissaient, plus que toutes autres, expliquer et justifier la solide et stratégique alliance, en apparence absurde et étrange, entre la Patrie des droits de l'homme et celle des rois-soleils alaouites⁶. Il nous reste à montrer, dans la présente tribune, que cette politique du « pire » conduite, de manière constante, depuis 1962, et pleinement assumée, sans états d'âme, par les majorités aussi bien de droite que celles de gauche, qui se sont succédées, au cours des dernières décennies, à la tête de l'État français s'est avérée tout à fait contreproductive. Si cette politique a été, jusqu'ici, vaine et inutile pour la République française, elle pourrait, à l'avenir, si elle est maintenue, être hautement préjudiciable à son avenir. Elle pourrait, à suivre l'analyse de certains observateurs, sinon sonner le glas, à moyen et à long terme, de la présence française dans le Maghreb, du moins contribuer sensiblement à l'affaiblir.

Plutôt que d'ébranler la détermination ou la fierté des Algériens (-nes) à défendre l'indépendance et la souveraineté de leur pays, la politique d'acharnement contre l'Algérie⁷ a, à plus d'un titre, desservi la France et ses intérêts.

En braquant les dirigeants algériens, en opposant, constamment et systématiquement, à leur souci sincère de normaliser leurs rapports avec la France, une fourbe, déloyale et sournoise habitude de vouloir constamment les piéger et les bernier, les décideurs français ont fini par s'aliéner, pour des générations à venir, semble-t-il, l'Algérie et son peuple.

En s'opposant résolument, dans le cadre du conseil de sécurité, à une solution juste et équitable de la question du Sahara Occidental, en confortant le Maroc dans sa politique d'intransigeance et de rébellion contre la communauté internationale, la France, loin de rendre service à la Monarchie, ne fait, concrètement, que l'inciter à s'aliéner son peuple, et grever ses maigres ressources dans une guerre coloniale aussi inutile qu'anachronique⁸. Ce qui ne pourrait, à moyen terme, dans un contexte intérieur et international peu favorable à la monarchie⁹, que miner celle-ci, la fragiliser, voire provoquer rapidement sa chute. Plus grave, en prenant fermement le parti du Maroc dans le sensible conflit du Sahara Occidental contre le Polisario, la France ne fait, dans les faits, que favoriser, à son corps défendant, l'implantation américaine dans la région aux dépens et au détriment de ses propres intérêts. S'étant d'elle-même volontairement condamnée, par son parti pris en faveur de la monarchie marocaine dans le conflit, à ne pouvoir être d'aucune utilité dans la facilitation de sa solution possible, elle a du coup contraint et forcé le Polisario, l'Algérie et même le Maroc à se tourner vers les Etats-Unis d'Amérique en espérant qu'ils daignent, un jour, accepter une possible médiation entre eux pour le résoudre. Refusant fermement de s'engager dans les « querelles » des Maghrébins ou de prendre le parti des uns contre les autres, les « Amerloques », cyniques comme à leur habitude, n'hésitent néanmoins pas à mettre à profit la sollicitude qui leur est ainsi témoignée pour renforcer, chaque jour un peu plus, leur implantation et leur présence dans une région qui a été, il y a peu de temps encore, la chasse gardée de la France.

Entre une Amérique triomphante, tournée résolument vers l'avenir, ne craignant pas de voir la démocratie à doses, il est vrai, homéopathiques prendre racine dans des terres « alliées », pragmatique et conquérante, et une France revancharde, désespérément frileuse et conservatrice, pitoyablement accrochée à un passé colonial irrémédiablement révolu, l'histoire semble avoir décidé de tranché. Le Maghreb ou plutôt les pays du Maghreb, comme le reste des pays du monde ne font qu'essayer de s'adapter, comme ils peuvent, à ses contraintes et lois. Ils auraient certainement pu y arriver d'une autre manière qui leur permettrait, en étant solidement unis et solidaires, de ne pas trop s'exposer aux pressions et aux avidités des puissances étrangères. Malheureusement, ce vœu est condamné à rester de l'ordre du rêve tant et aussi longtemps que la Monarchie marocaine, auxiliaire et cheval de Troie de la France, n'aura pas disparu !!!

⁶ Voir sur la nature des relations franco-marocaines, l'important livre de Perrault, Gilles, *Notre ami le roi*, Paris, Grasset, 1992

⁷ La dernière loi votée par le Parlement français qui fait l'apologie, à l'orée du XXI^{ème} siècle, du colonialisme en Afrique du Nord ne doit être considérée que comme un énième épisode de la guerre généralisée livrée par la France contre l'Algérie dans le but clairement avoué de l'affaiblir et de l'abaisser.

⁸ De Saint Maurice, Thomas, *Sahara Occidental 2001 : Prélude d'un fiasco annoncé*, MA in International Relations, DES en droit international *Actualité et Droit International*, février 2002.

⁹ Monique, Claude, « [Le résultat des élections au Maroc masquent la réalité de la poussée islamiste](#) », note brève ESISC, 16.09.2003